

« Ouvrir la voie à un projet émancipateur de coopération entre les peuples »

■ Entrée en politique en 2009, en étant candidate sur la liste de Marie-Christine Vergiat alors qu'elle est dirigeante nationale d'un syndicat de l'enseignement supérieur, Anne Mesliand est élue conseillère régionale, en 2010 après avoir conduit la liste du Front de gauche de Jean-Marc Coppola aux régionales dans les Bouches-du-Rhône. Candidate aux cantonales dans sa ville d'Aix, elle rejoint ensuite le Parti communiste lors de la Fête de l'Humanité. Elle est désormais chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche dans la direction du PCF. Universitaire en activité et syndicaliste, elle est la cheffe de file des communistes du Sud-Est et participe au meeting de ce soir*.

Face à l'abstention et à la multiplication des listes, quels sont vos arguments pour voter Front de gauche ?

Le débat politique est étouffé y compris par certains candidats qui refusent de débattre. La force du Front de gauche c'est sa campagne de proximité. Dans les quartiers, les entreprises, au porte-à-porte, nous délivrons le même message : le vote Front de gauche c'est le moyen concret de contribuer à rompre pour refonder l'Europe.

Le Front de gauche n'est pas le seul à prôner la rupture, l'extrême droite aussi le fait.

La rupture défendue par l'extrême-droite est un trompe l'œil, un mensonge. Elle est le plus court chemin vers un renforcement de la compétition entre les peuples. Au contraire, nous voulons rompre avec les traités qui régissent l'Europe pour libérer ses peuples de la finance. Nous voulons enclencher un retour aux sou-



« Le Front de gauche est un lieu de débat, parfois de confrontation mais surtout de rassemblement et de mobilisation ». PHOTO ROBERT TERZIAN

verainetés populaires non pas dans la perspective d'un repli nationaliste mais pour ouvrir la voie à un projet émancipateur de coopération sur des enjeux européens et même universels : la réduction des inégalités dans chaque pays et entre chaque pays, la transition écologique, les droits des travailleurs... Face aux tenants d'une Europe recroquevillée et vieillissante, nous engageons ce chantier internationaliste exaltant, tournés vers l'avenir.

Que nous dit l'affaire Kerviel sur le monde de la finance et

l'impunité qui y règne ?

Condamner Kerviel, c'est bien-sûr s'attaquer au sous-fifre d'un système conçu pour maximiser la rente, le profit, quelles qu'en soient les conséquences. Il faut aller chercher les responsabilités beaucoup plus loin et combattre dans son ensemble le capitalisme financier par nature pervers dans son fonctionnement. Les salariés victimes de licenciements boursiers en savent quelque chose.

En quoi le sort des salariés en lutte que vous avez rencontrés durant cette campagne est-il lié à

l'issue du vote du 25 mai ?

Le dogme européen de la concurrence est par exemple très directement en lien avec les difficultés de la SNCM. Plus largement, les politiques d'austérité menées partout en Europe, sont contraires aux besoins humains. Il faut imposer à la Banque centrale européenne de prêter directement aux États et de financer un fonds de développement social et écologique solidaire pour engager massivement des investissements utiles. Et s'opposer au Grand marché transatlantique.

Je tiens à souligner à quel point les luttes des salariés portent l'intérêt

général. Ce sont eux les dépositaires de l'avenir économique de nos territoires. Ils détiennent des savoir-faire précieux et font preuve d'une réflexion d'un niveau qui souligne l'urgence de leur donner des droits sur la marche des entreprises. Nous portons l'ambition d'une démocratie politique : la VI^e République dans une Europe refondée, qui doit aussi être une démocratie sociale.

Le Front de gauche a été secoué par d'importants débats stratégiques. Comment voyez-vous son avenir ?

Je suis fière d'être candidate sur la liste de Marie-Christine Vergiat, une députée extrêmement active et porteuse de l'ouverture vers le mouvement social et citoyen. Je suis fière d'y représenter les communistes qui -au côté des partenaires du Front de gauche- mettent leur enracinement militant dans les quartiers populaires et sur les lieux de travail au service du rassemblement. Le Front de gauche est installé dans la réalité politique française et européenne. Il est traversé de débats et il va falloir s'y faire : ses militants ne sont pas le petit doigt sur la couture du pantalon. C'est un lieu de débat, parfois de confrontation mais surtout de rassemblement et de mobilisation. Après les européennes, les communistes vont débattre de l'avenir du Front de gauche, de la manière d'en faire un espace dont l'enjeu ne soit pas l'hégémonie de telle ou telle composante sur le rassemblement mais la convergence des luttes et des forces disponibles pour imposer un changement de cap complet.

PROPOS RECUEILLIS PAR L.P.

*18h30 Place Villeneuve-Bargemon (à côté de la mairie centrale)